



# Assemblée générale

Distr. générale  
10 novembre 2009  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-quatrième session

Point 91 de l'ordre du jour

### Les progrès de l'informatique et de la télématique et la question de la sécurité internationale

#### Rapport de la Première Commission

*Rapporteuse* : M<sup>me</sup> Tetyana Pokhval'ona (Ukraine)

## I. Introduction

1. La question intitulée « Les progrès de l'informatique et de la télématique et la question de la sécurité internationale » a été inscrite à l'ordre du jour provisoire de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale en application de la résolution 62/17 du 5 décembre 2007.

2. À sa 2<sup>e</sup> séance plénière, le 18 septembre 2009, sur la recommandation du Bureau, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire cette question à son ordre du jour et de la renvoyer à la Première Commission.

3. À sa 2<sup>e</sup> séance, le 5 octobre 2009, la Première Commission a décidé de tenir un débat général sur toutes les questions touchant le désarmement et la sécurité internationale qui lui avaient été renvoyées, à savoir les points 86 à 103. Ce débat a eu lieu de la 2<sup>e</sup> à la 8<sup>e</sup> séance, du 5 au 9 et le 12 octobre (voir A/C.1/64/PV.2 à 8). Du 13 au 16 et du 19 au 23 octobre, la Commission a également consacré 10 séances à un échange de vues avec le Haut-Représentant pour les affaires de désarmement et d'autres hauts responsables ainsi qu'à des débats avec des experts indépendants et à un examen de la suite donnée aux résolutions et décisions adoptées lors de sessions antérieures (voir A/C.1/64/PV.9 à 18). Les différentes questions ont fait l'objet de discussions thématiques et des projets de résolution ont été présentés et examinés de la 9<sup>e</sup> à la 18<sup>e</sup> séance, du 13 au 16 et du 19 au 23 octobre (voir A/C.1/64/PV.9 à 18). Toutes les décisions concernant les projets de résolution ont été prises de la 19<sup>e</sup> à la 23<sup>e</sup> séance, du 27 au 30 octobre et le 2 novembre (voir A/C.1/64/PV.19 à 23).

4. Pour l'examen de la question, la Commission était saisie du rapport du Secrétaire général sur les progrès de l'informatique et de la télématique et la question de la sécurité internationale (A/64/129 et Add.1).



## II. Examen du projet de résolution A/C.1/64/L.39

5. À la 16<sup>e</sup> séance, le 21 octobre, le représentant de la Fédération de Russie a présenté un projet de résolution intitulé « Les progrès de l'informatique et de la télématique et la question de la sécurité internationale (A/C.1/64/L.39), au nom des pays suivants : Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Brésil, Chili, Chine, Cuba, Éthiopie, Fédération de Russie, Haïti, Inde, Kazakhstan, Kirghizistan, Madagascar, Mali, Myanmar, Nicaragua, Ouzbékistan, Serbie, Soudan, Turkménistan, Viet Nam et Zimbabwe. Par la suite, la Bolivie (État plurinational de ), le Japon, la République arabe syrienne, le Rwanda , Sainte-Lucie et le Tadjikistan se sont portés coauteurs du projet de résolution.

6. À la 21<sup>e</sup> séance, le 29 octobre, la Première Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/64/L.39 sans le mettre aux voix (voir par. 7).

### III. Recommandation de la Première Commission

7. La Première Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

#### **Les progrès de l'informatique et de la télématique et la question de la sécurité internationale**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 53/70 du 4 décembre 1998, 54/49 du 1<sup>er</sup> décembre 1999, 55/28 du 20 novembre 2000, 56/19 du 29 novembre 2001, 57/53 du 22 novembre 2002, 58/32 du 8 décembre 2003, 59/61 du 3 décembre 2004, 60/45 du 8 décembre 2005, 61/54 du 6 décembre 2006, 62/17 du 5 décembre 2007 et 63/37 du 2 décembre 2008,

*Rappelant également* ses résolutions sur le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale, dans lesquelles elle a notamment considéré que les réalisations scientifiques et techniques pouvaient se prêter à des applications civiles aussi bien que militaires et qu'il fallait poursuivre et encourager les progrès de la science et de la technique à des fins civiles,

*Notant* les progrès importants réalisés dans l'élaboration et l'application de technologies de pointe ainsi que dans le domaine de la téléinformatique,

*Affirmant* que ce processus lui semble offrir de très vastes perspectives pour le progrès de la civilisation, la multiplication des possibilités de coopération pour le bien commun de tous les États, le renforcement du potentiel créateur de l'humanité et l'amélioration de la circulation de l'information dans la communauté mondiale,

*Rappelant*, à cet égard, les modalités et principes définis à la Conférence sur la société de l'information et le développement, tenue à Midrand (Afrique du Sud) du 13 au 15 mai 1996,

*Prenant en considération* les résultats de la Conférence ministérielle sur le terrorisme, tenue à Paris le 30 juillet 1996, ainsi que les recommandations qui y ont été formulées<sup>1</sup>,

*Prenant également en considération* les résultats du Sommet mondial sur la société de l'information, dont la première phase s'est déroulée à Genève du 10 au 12 décembre 2003 et la seconde à Tunis du 16 au 18 novembre 2005<sup>2</sup>,

*Notant* que la diffusion et l'emploi de la téléinformatique intéressent la communauté internationale tout entière et qu'une vaste coopération internationale contribuera à une efficacité optimale,

*Se déclarant préoccupée* par le fait que la téléinformatique risque d'être utilisée à des fins incompatibles avec le maintien de la stabilité et de la sécurité internationales et de porter atteinte à l'intégrité de l'infrastructure des États, nuisant ainsi à leur sécurité dans les domaines tant civils que militaires,

<sup>1</sup> Voir A/51/261, annexe.

<sup>2</sup> Voir A/C.2/59/3 et A/60/687.

*Considérant* qu'il est nécessaire de prévenir l'utilisation de l'information ou des technologies de l'information à des fins criminelles ou terroristes,

*Notant* la contribution des États Membres qui ont présenté au Secrétaire général leurs observations sur les questions relatives à la sécurité de l'information, conformément aux paragraphes 1 à 3 de ses résolutions 53/70, 54/49, 55/28, 56/19, 57/53, 58/32, 59/61, 60/45, 61/54, 62/17 et 63/37,

*Prenant acte* des rapports du Secrétaire général reproduisant ces observations<sup>3</sup>,

*Se félicitant* que le Secrétariat et l'Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement aient pris l'initiative d'organiser à Genève, en août 1999 et en avril 2008, des rencontres internationales d'experts sur le thème des progrès de la téléinformatique dans le contexte de la sécurité internationale, dont elle juge les résultats satisfaisants,

*Considérant* que les observations des États Membres figurant dans les rapports du Secrétaire général et les rencontres internationales d'experts ont contribué à mieux faire comprendre la nature des problèmes qui se posent en matière de sécurité de l'information sur le plan international et les concepts qui y sont liés,

*Notant* qu'en application de sa résolution 58/32, le Secrétaire général a constitué en 2004 un groupe d'experts gouvernementaux qui, conformément à son mandat, a examiné les risques qui se posent ou pourraient se poser dans le domaine de la sécurité de l'information ainsi que les mesures de coopération qui pourraient être prises pour y parer et procédé à l'étude de principes internationaux susceptibles de renforcer la sécurité des systèmes télématiques mondiaux,

*Prenant acte* du rapport du Secrétaire général sur le Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner les progrès de la téléinformatique dans le contexte de la sécurité internationale, établi sur la base des travaux du Groupe<sup>4</sup>,

1. *Demande* aux États Membres de continuer à collaborer à l'examen multilatéral des risques qui se posent ou pourraient se poser dans le domaine de la sécurité de l'information ainsi que des mesures susceptibles d'être prises pour limiter ces risques, compte tenu de la nécessité de préserver la libre circulation de l'information;

2. *Estime* que l'étude de principes internationaux susceptibles de renforcer la sécurité des systèmes mondiaux dans le domaine de la téléinformatique servirait les buts desdites mesures;

3. *Invite* tous les États Membres à continuer de communiquer au Secrétaire général leurs vues et observations sur les questions suivantes :

- a) Les problèmes généraux en matière de sécurité de l'information;
- b) Les efforts engagés au niveau national pour renforcer la sécurité de l'information et les activités de coopération internationale menées dans ce domaine;
- c) La teneur des principes visés au paragraphe 2 ci-dessus;

<sup>3</sup> A/54/213, A/55/140 et Corr.1 et Add.1, A/56/164 et Add.1, A/57/166 et Add.1, A/58/373, A/59/116 et Add.1, A/60/95 et Add.1, A/61/161 et Add.1, A/62/98 et Add.1 et A/64/129 et Add.1.

<sup>4</sup> A/60/202.

d) Les mesures qui pourraient être prises par la communauté internationale pour renforcer la sécurité de l'information à l'échelon mondial;

4. *Prie* le Secrétaire général de poursuivre, avec l'assistance du groupe d'experts gouvernementaux désignés selon le principe d'une répartition géographique équitable, qui a été créé en 2009 par sa résolution 63/37, l'examen des risques qui se posent ou pourraient se poser dans le domaine de la sécurité de l'information et des mesures de coopération qui pourraient être prises pour y parer, ainsi que l'étude des principes visés au paragraphe 2 ci-dessus, et de lui présenter un rapport sur les résultats de ces travaux à sa soixante-cinquième session;

5. *Note avec satisfaction* que le groupe d'experts gouvernementaux constitué par le Secrétaire général a tenu sa première réunion à Genève en novembre 2009 et qu'il a l'intention de tenir trois autres sessions en 2010 en vue de s'acquitter de son mandat tel qu'il est défini par la résolution 63/37;

6. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-cinquième session la question intitulée « Les progrès de l'informatique et de la télématique et la question de la sécurité internationale ».